

La francophonie sera agissante ou ne sera pas

« L'intervention directe des chefs d'État imprimera
une dynamique nouvelle »

*Extraits de l'allocution prononcée
par le premier ministre du
Canada, M. Brian Mulroney,
devant le Conseil des relations
internationales de Montréal, le 6
février dernier.*

DANS moins de deux semaines, un sommet réunira pour la première fois les chefs d'État et de gouvernement du monde francophone.

Mon gouvernement attache une grande importance à ce sommet. Au plan international, il s'inscrit dans la suite du parcours difficile et même parfois mouvementé qu'a suivi la francophonie. À cet égard, il offre l'occasion de poser un jalon marquant dans l'émergence d'une solidarité francophone d'avantage axée sur la concertation et l'action. C'est aussi pour le Canada la possibilité d'étendre son influence et d'accroître son rôle sur la scène mondiale. Au plan intérieur, notre engagement renouvelé envers la francophonie est un autre pas en direction de notre objectif de réconciliation nationale. Nous y voyons un moyen de favoriser l'épanouissement des collectivités francophones du Québec et des autres provinces canadiennes et de promouvoir leur association à la communauté francophone, prise dans son sens le plus large.

C'est pourquoi le Canada participera en force à cet événement historique. J'y serai moi-même présent, accompagné des premiers ministres du Québec et du Nouveau-Brunswick, où le français est reconnu comme langue officielle.

La francophonie cherche encore sa voie. On l'a trop souvent considérée d'un point strictement linguistique ou assimilée au seul rayonnement de la culture française. Cette grande idée, ce rêve d'une fraternité intercontinentale nourrie des valeurs de la francophonie et cimentée par une même langue n'ont pas suscité que des enthousiasmes. En raison même de leur ampleur et de leur audace, les vœux des premiers inspirateurs de la francophonie ne pouvaient s'imposer que par une lente maturation. Encore aujourd'hui, la francophonie est loin d'avoir surmonté tous les obstacles.

Il faut voir la réalité en face. Le monde francophone ne s'apparente pas à un bloc de pays riches comme ceux de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ou ceux de la Communauté économique européenne. À l'exception des États occidentaux qui le composent, et aussi de quelques très rares États du tiers monde, il s'agit d'un univers où la coopération et l'entraide sont appelées à jouer un rôle déterminant pour l'avenir de près de deux cents

millions de personnes.

Je suis de ceux qui croient devoir se garder de verser dans la francophonie lyrique. Ce n'est pas uniquement par l'exaltation de la grandeur de la langue française que se construira la communauté francophone. Mais nous ne devons jamais oublier que la langue française est l'atout fondamental, le catalyseur de la

francophonie. Cette langue a quelque chose de particulier. Elle est, par l'amplitude de sa dissémination, la deuxième du monde en importance. Elle se parle dans les cinq continents, véhicule une culture riche, prestigieuse, porteuse de quelques unes de ces idées qui ont fécondé la civilisation, alimente la démocratie, libère des peuples. Elle a été utilisée par des penseurs, des créateurs et des découvreurs. Il se trouve que c'est aussi la langue maternelle de sept millions de Canadiens.

Voilà pourquoi, malgré les difficultés avec lesquelles elle doit compter et les doutes qu'elle doit dissiper, la francophonie est de plus en plus vivante.

Il faut reconnaître que la francophonie a besoin d'une nouvelle impulsion et d'un élargissement de ses perspectives pour porter tous les fruits qu'on peut en attendre. La solidarité francophone doit trouver un niveau de discussion, un espace d'échanges et une orientation accordés aux exigences de la situation. Alors seulement, elle pourra se montrer à la mesure des défis qu'elle doit relever.

Ce que la diversité et la dispersion de ses membres lui font perdre de vigueur et de cohésion, la francophonie peut le regagner par l'engagement politique des plus hauts dirigeants de chaque pays. La rencontre à Paris d'une quarantaine de chefs d'État et de gouvernement venus des cinq continents est, à elle seule, une amorce encourageante de la nouvelle dynamique qu'il convient d'imprimer à la francophonie. Cette conférence doit dépasser les discours nostalgiques sur ce que la francophonie n'a pas été et sur ce qu'elle aurait pu être. Nous ne nous tournons vers le passé que pour y trouver les sources de nos solidarités et nous inspirer des acquis de la francophonie. Notre regard, nous le porterons vers l'avenir. Nos discussions, elles, porteront sur ce que nous allons faire. Il est primordial de placer ce sommet sous le signe de l'efficacité et du concret. La francophonie sera

agissante ou elle ne sera pas.

Le Canada, pour sa part, s'est vu confier l'examen des possibilités de relier les banques de données francophones par un réseau qui permette d'en livrer l'accès aux pays membres de la communauté. Nous avons également accepté de soumettre aux autres chefs d'État et de gouvernement des recommandations sur des projets de télécommunications à l'échelle de l'espace francophone. Car seule la technologie peut concrétiser la solidarité francophone en opérant le nécessaire rapprochement de populations éparses et la mise en commun de leurs préoccupations. Comme on le voit, notre participation s'inspire du souci de favoriser les échanges non pas seulement au niveau des fonctionnaires et personnalités politiques, mais surtout au plan de la vie quotidienne des hommes, des femmes et des jeunes des pays francophones. Ce sera l'apport et l'honneur de la francophonie de mettre la technologie au service des gens, d'en user comme d'un instrument de renouvellement et d'humanisation de nos sociétés.

Il s'agit en fait de dégager les voies qu'il faudra emprunter pour entrer ensemble dans la modernité. Répudions d'emblée tout sentiment d'impuissance ou toute résignation qui auraient pour effet de réserver à d'autres collectivités ou à d'autres espaces linguistiques l'élaboration de ce que seront la science et la technologie de demain. Plusieurs pays francophones, dont la France et le Canada, sont déjà à la pointe de secteurs clés. Il faut intensifier ces efforts et en faire profiter les autres. Ce que les francophones inventeront, les logiciels qu'ils développeront, les technologies qu'ils mettront au point, ils n'auront pas à les traduire. Il leur suffira de les nommer en français. Combattre pour la langue française, dans le monde d'aujourd'hui, c'est créer des emplois pour les francophones, assurer leur entrée dans les champs des disciplines et des technologies modernes. Autrement dit, la meilleure défense du français est l'affirmation de sa présence.

Outre l'alphabétisation qui reste une priorité absolue, la mise en train du développement économique des pays africains est une condition sine qua non de la mutation de la francophonie en une véritable communauté internationale. En ce sens que la francophonie a la redoutable mission de se construire elle-même dans et par ses membres. Mais le réalisme s'impose. Les pays donateurs ne sont pas nombreux et doivent déjà faire face à des problèmes domestiques épineux comme le chômage, l'instabilité industrielle et d'inquiétants déficits budgétaires. Ils doivent, eux aussi, opérer des redressements douloureux. Les ressources limitées